



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Octobre 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, nos chercheurs ont publié, événements, actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 12\)](#)

Armement et économie de défense, Questions régionales Sud, Questions régionales Nord

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 15\)](#)



[À VENIR \(p. 17\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Note de recherche n° 63

« [Les sociétés militaires privées en Russie : à l'Est, quoi de nouveau ?](#) », par Emmanuel DREYFUS, 15 octobre 2018, 11 p.

Cette note de recherche propose de faire le point sur la privatisation du militaire en Russie, mis en lumière dans le contexte ouvert par le conflit dans le Donbass puis l'intervention russe en Syrie. Si des phénomènes comme le groupe Wagner peuvent sembler à priori novateurs, le recours sur le terrain à des structures non régaliennes dans des opérations de combat n'est en rien nouveau pour Moscou. Une distinction s'impose donc entre les sociétés militaires privées russes, comparables aux SMP classiques existant ailleurs dans le monde, et des structures s'inscrivant davantage dans ce principe de « guerre par procuration » mis en œuvre par Moscou. Cette note

s'interroge également sur les perspectives de sociétés militaires privées en Russie, et sur les conséquences de leur éventuelle légalisation.



Note de recherche n° 64

« [Le Japon et la sécurité maritime en Asie du Sud-Est : un laboratoire pour l'Indo-Pacifique ?](#) », par Marianne PÉRON-DOISE, 25 octobre 2018, 10 p.

L'Asie du Sud-Est est au cœur de l'Asie maritime. Ce rapport à la mer peut être saisi à travers les multiples enjeux liés à la sécurisation du détroit de Malacca, trait d'union et lieu de passage obligé entre l'océan Indien et le Pacifique. L'essor de l'ASEAN (Association of South-East Asian Nations) et le poids grandissant de la Chine en mer de Chine du Sud en ont renforcé l'importance. Dès les années 1990, la menace représentée par la piraterie maritime a conduit le Japon à élaborer des outils coopératifs inédits pour la région en s'appuyant principalement sur des acteurs civils comme le corps des garde-côtes japonais et la Nippon Fondation. Tokyo s'est ainsi fortement impliqué dans le renforcement capacitaire au profit des flottes de garde-côtes locales dont les Philippines et l'Indonésie. La mise en place du RECAAP (Regional Co-

peration Agreement on Combating Piracy and Armed Robbery), accord régional de lutte contre la piraterie, et de son Centre éponyme à Singapour en 2006 ont aussi constitué des démarches innovantes dans le traitement de la sécurité maritime de l'espace sud-est asiatique. Vue du Japon, cette sécurisation dans un cadre multilatéral a contribué à l'émergence d'une vaste communauté maritime. Elle a notamment arrimé l'Asie du Sud-Est à des partenaires extérieurs comme les États-Unis, l'Inde ou l'Australie soucieux de s'organiser durablement pour protéger l'état de droit en mer et la liberté de navigation. Cette note revient sur la genèse de ces processus en interrogeant la place que peut y revendiquer le nouveau « narratif » maritime japonais sur un espace « Indo-Pacifique libre et ouvert ».

NOS CHERCHEURS ONT PUBLIÉ



Fatiha DAZI-HÉNI, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, édition actualisée, Tallandier, « Texto », 2018, 345 p.

Qu'est-ce que le wahhabisme ? Qui est le prince Mohammed Bin Salman ? Que représente Vision 2030 ? Quelle place tiennent les femmes et les jeunes dans la société ? Pourquoi

l'Arabie Saoudite a-t-elle déclenché une guerre contre le Yémen ? Pourquoi la tension avec l'Iran est-elle si vive ? L'Arabie Saoudite suscite fantasmes et inquiétudes : ségrégation entre les hommes et les femmes, absence de liberté d'expression, nature absolue de la monarchie. Aujourd'hui, les défis sont nombreux pour le Royaume et son nouveau dauphin Mohammed Bin Salman : réinventer l'économie politique avec « Vision 2030 », sortir de la dépendance pétrolière, affronter l'impasse de la guerre au Yémen ou encore répondre aux attentes de la jeunesse... 100 questions sont plus que jamais nécessaires pour comprendre la complexité historique, culturelle, religieuse, sociale et politique de l'Arabie Saoudite.

ÉVÉNEMENTS

27 septembre : Atelier Wargaming.



Le 27 septembre 2018, Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a animé une session de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM centrée sur la Syrie post-Daech. Cette séance très appréciée, qui a mobilisé une quinzaine d'experts civils et militaires, d'étudiants et de chercheurs, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Levant, dans un contexte marqué par la montée des tensions entre Israël et l'Iran et la posture centrale de la Russie dans la région.

L'IRSEM est partenaire de l'organisation de la première convention française consacrée au wargaming professionnel et aux *serious games*, qui se tiendra le 3 décembre 2018 toute la journée à l'amphithéâtre Foch. Cette convention illustre l'intérêt marqué de l'institution militaire et du monde de la recherche académique pour cette activité pédagogique qui constitue désormais l'un des axes de recherche de l'IRSEM, à travers notamment l'atelier mensuel piloté par Pierre RAZOUX. Voir également la [note de recherche n° 47](#) sur le wargaming. Les inscriptions (obligatoires) à cette convention sont ouvertes sur le site : <https://sgnfr.wordpress.com>.

28 septembre : Séminaire « Chine-Afrique : compte de faits et routes de la soie ».



Thierry PAIRAULT, directeur de recherche émérite au CNRS, a analysé les rapports économiques que la Chine entretient avec le continent africain. Le professeur T. PAIRAULT a insisté sur la différence entre investissements et financements des projets d'infrastructures en Afrique, souvent confondus. La stratégie chinoise sur le continent est de financer ces travaux, c'est-à-dire d'apporter des fonds aux gouvernements africains tout en leur en laissant la propriété. Comme l'a rappelé T. PAIRAULT, malgré une visibilité croissante de sa présence sur le continent, l'Afrique n'occupe qu'une position marginale pour la Chine. Mais la réciproque n'est pas vraie ; les pays africains dépendent fortement des industries chinoises pour exporter leurs matières premières et acquérir des biens manufacturés simples. Aussi, il se dessine une potentielle dépendance économique de l'Afrique vis-à-vis de la Chine dans le domaine des biens et des services.

Victor GERMAIN
Assistant de recherche

4-5 octobre : Conférence annuelle du Center for War Studies (Southern Denmark University - SDU).

La conférence annuelle du Center for War Studies de l'Université du Sud du Danemark (SDU) s'est tenue à Odense, les 4 et 5 octobre. La France y était représentée par Tziporah FRIED, conseillère prospective et stratégie auprès de l'état-major interarmées, et Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM et professeur à Paris II. Tziporah FRIED a expliqué aux universitaires présents ses missions de support, de définition de la stratégie militaire et de prospective opérationnelle. Elle a conclu qu'en tant qu'administratrice, le format des

études interdisciplinaires sur la guerre lui paraissait le plus pertinent. Le professeur HOLEINDRE a dressé un constat des études universitaires sur la guerre en France, organisées autour de pôles disciplinaires et méthodologiques dont il est difficile de s'affranchir pour des raisons structurelles de financement et de fonctionnement. Il a rappelé que le rôle de l'IRSEM et du ministère des Armées est de travailler à la constitution d'une filière des études sur la guerre au sein de l'université française. À ce titre, il s'est engagé avec Marie ROBIN, doctorante à Paris II, à organiser une conférence internationale à Paris où les doctorants des institutions partenaires du réseau viendraient présenter leurs travaux à des professeurs et des chercheurs plus avancés dans leur carrière.

À l'image de la délégation française, les panels étaient composés d'universitaires et de professionnels de la défense dans le but de favoriser le dialogue entre les deux sphères. Parmi les contributions remarquables, celle d'Olivier SCHMITT (SDU) a porté sur les défis posés aux armées par les transformations technologiques impliquant des changements de paradigme stratégique dans les années à venir. Il a souligné que les systèmes d'alliances sur lesquels il avait travaillé étaient remis en question et rappelé, à titre d'exemple, que le processus de prise de décision d'intervention militaire s'était effectué en six mois en Yougoslavie (1999), six semaines en Afghanistan (2001) et six jours en Libye (2011).

L'historien Ian JOHNSON (Université de Yale) a présenté ses travaux sur les premiers systèmes soviétiques de combat autonomes, des tanks pilotés à distance. Ces réflexions sont particulièrement intéressantes à l'heure où la pertinence de l'histoire est toujours à démontrer aux bailleurs de fonds de la recherche et au grand public : ces questions, qui se sont posées dans les années 30 en Union soviétique, éclairent des problématiques actuelles comme celle des drones.

Béatrice HEUSER (University of Glasgow) et Sten RYNNING (SDU) ont clôturé ces deux journées en échangeant sur l'importance de l'émergence d'une discipline académique des études de la guerre. Tous deux partagent la conviction que cette approche est cruciale pour le progrès des sciences sociales et mériterait d'être développée, notamment pour que la science soit davantage connectée au monde professionnel. Des conférences comme celle d'Odense font figure d'exemple et gagneraient à être reproduites dans l'université française.

Jules VILLA
Assistant de recherche

5 octobre : Séminaire « TRUMP's America and the World: The Perils of a US Disengagement from Global Politics », rencontre à l'École militaire avec Stephen G. BROOKS.



Le matin du vendredi 5 octobre, l'IRSEM a reçu Stephen G. BROOKS, professeur au Dartmouth College et co-auteur du livre *America Abroad: The United States' Global Role in the 21st Century* (Oxford University Press, 2016) pour un séminaire sur l'avenir de la grande stratégie américaine organisé par Pierre HAROCHE. Ont également participé au débat des représentants de think tanks (German Marshall Fund of the United States, Institut français des relations internationales).

Stephen G. BROOKS a d'abord insisté sur le fait qu'en quelques années, le débat sur la grande stratégie américaine s'était retourné au point qu'aujourd'hui, seule une minorité d'auteurs continuent à défendre un fort engagement de la puissance américaine dans le monde. Puis il a cherché à démontrer que les États-Unis ont toutes les chances de demeurer la seule superpuissance globale dans les années à venir. Selon lui, le retard technologique de la Chine est trop important pour lui permettre de contester la supériorité américaine. Stephen G. BROOKS a défendu une stratégie d'engagement centrée sur les intérêts fondamentaux des États-Unis, s'opposant à la fois à la tentation du repli et à la stratégie néoconservatrice visant à promouvoir des changements de régime par la force. Enfin, Stephen G. BROOKS a fait quelques recommandations pour l'Europe en vue de maintenir la solidité du lien transatlantique. Le riche débat qui a suivi avec le public a porté notamment sur les atouts de la Chine vis-à-vis des États-Unis, l'opinion publique américaine à l'égard des engagements internationaux et l'explication de la politique du président TRUMP.

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne

5 octobre : Séminaire « Corne de l'Afrique : nouvelle zone d'influence de l'axe saoudo-émirati. Incidences et perspectives régionales ».

Réunis par Denis TULL, chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM, trois spécialistes de la région ont analysé les relations entre la Corne de l'Afrique et le Golfe. Sonia LE GOURIELLEC, maître de conférences à l'Université Catholique de Lille, est revenue sur les affrontements d'influences dans les pays de la Corne, notamment à Djibouti et en Éthiopie. Fatiha DAZI-HENI, chercheur Golfe et péninsule arabique à l'IRSEM, s'est penchée sur l'axe saoudo-émirati apparu dans les années 2010 et qui est au cœur de la crise que connaît aujourd'hui le Golfe. Ces tensions ont des ramifications jusque dans la Corne de l'Afrique du fait de la guerre au Yémen. Enfin, Brendon NOVEL, diplômé de Sciences Po Paris, a présenté les conclusions de son mémoire universitaire portant sur les relations entre les pays du Golfe et ceux de la Corne.

Victor GERMAIN
Assistant de recherche

8 octobre : Journée d'accueil des doctorants associés à l'IRSEM.



Comme chaque année, l'IRSEM a accueilli les doctorants qui lui sont associés. Ces derniers suivent le séminaire mensuel des Jeunes chercheurs en études de défense, organisé conjointement avec le Service historique de la défense, représenté par le professeur Hervé DRÉVILLON. L'un des objectifs de cette journée d'accueil est d'intégrer les nouveaux doctorants sélectionnés pour un contrat doctoral par le ministère des Armées, dans le cadre du Pacte Enseignement supérieur initié par la DGRIS. Dans ce dispositif, l'IRSEM apporte un soutien académique aux doctorants et contribue à leur professionnalisation.

Cette année, l'IRSEM, en lien avec la DGRIS, a organisé une journée d'étude sur le thème « Le doctorat, pour quoi faire ? Réflexions et témoignages sur la professionnalisation des docteurs ». Cette journée thématique a bénéficié des interventions de quinze invités, majoritairement titulaires d'un doctorat. L'articulation entre la recherche académique et les différents mondes professionnels pouvant accueillir les docteurs (institutions publiques, secteur privé, think tanks, universités et CNRS) a été le fil conducteur de cette journée, qui a aussi permis des échanges entre docteurs, décideurs et la « relève stratégique » (les jeunes chercheurs). Les doctorants ont été accueillis par Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM, et Nicolas BRONARD, chef du pôle Prospective et recherche stratégique de la DGRIS.

Comme l'a rappelé M. JEANGÈNE VILMER, le soutien aux jeunes chercheurs est l'une des principales marques de fabrique de l'institut. Il a insisté sur l'importance de la relève stratégique dans le fonctionnement de l'IRSEM. Nicolas BRONARD a souligné le soutien conséquent et constant du ministère des Armées et de la DGRIS à la recherche en sciences humaines et sociales. Les doctorants sont encouragés à s'intégrer aux milieux académiques comme opérationnels, et sont responsabilisés, notamment via l'organisation d'une journée d'étude. De plus, leurs travaux peuvent être mis en valeur dans *Les Champs de Mars*. Cet encouragement de la relève stratégique fait écho aux volontés de renouveler les recherches sur la guerre et faire émerger des études sur la guerre (*war studies*) françaises.

La première table ronde a accueilli des docteurs issus de think tanks. Un certain nombre de questions ont été soulevées par les intervenants. Alexandra de HOOP SCHEFFER, directrice du bureau parisien du German Marshall Fund, a comparé le doctorat à un passeport, une connexion aux acteurs et au « monde » des relations internationales. Selon elle, il n'y a pas de carrière toute faite dans les relations internationales, et le doctorat est un atout dans ce milieu hybride, marqué par le *multitasking*. Elle a recommandé aux doctorants de ne pas sous-estimer l'importance des rencontres, des expériences et des contacts. Marc HECKER, de l'Institut français des relations internationales (IFRI), a insisté sur les interconnexions qui sont au cœur des think tanks, à la croisée du monde politique, des entreprises, des universités et des médias. Il a néanmoins souligné les difficultés liées aux think tanks, qu'il a qualifiés d'« écosystème compliqué ». Les places y sont rares, le turn-over limité, et la pression forte. Alice BAILLAT, de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), a relevé l'atout de

la spécialisation du docteur, à travers des domaines de recherche à la fois rares, inédits et pertinents : des spécialisations thématiques mais aussi géographiques, qui s'accompagnent du travail de terrain. Cet échange s'est clos sur l'aspect synergique des think tanks, au carrefour des différents milieux des relations internationales. Cette synergie engagée par les think tanks est d'autant plus importante en France, où les milieux sont très compartimentés et où les passerelles ne s'établissent pas naturellement.

La deuxième table ronde a réuni des docteurs issus d'institutions publiques, autour d'une question commune : « Que représente la thèse aujourd'hui ? » Guillaume LASCONJARIAS, docteur en histoire moderne, ancien chercheur à l'IRSEM, qui travaille aujourd'hui à l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, a expliqué que le travail de recherche apprend à rendre intelligible la complexité, une compétence rare et valorisée. À rebours des conceptions du docteur vu comme « déconnecté » des réalités pratiques, des compétences concrètes et précieuses sont acquises lors du travail d'écriture d'une thèse. La mise en valeur de ces capacités est une ressource pertinente à faire valoir auprès d'employeurs publics. D'autres qualités du chercheur ont été soulignées, telles que la curiosité ou la capacité à effectuer du travail de terrain, qui font de la thèse une épreuve « fondamentalement inconfortable », mais irremplaçable. Philippe PERCHOC, du service de recherche du Parlement européen, a souligné une qualité centrale du docteur, la persévérance, qui valorise les chercheurs dans le contexte professionnel. Emmanuel PUIIG, de la DGRIS (ministère des Armées), a mis en évidence l'importance de la thèse pour s'imposer comme un expert sur un thème ou sur une zone géographique.

Ces échanges ont convergé autour de l'importance des accidents de parcours, des hasards et des cheminements souvent surprenants mais pertinents des docteurs, symbolisés par leurs qualités singulières. La conclusion de Hervé DRÉVILLON, directeur de l'Institut des études sur la guerre et la paix et modérateur de cette table ronde, a été la suivante : il n'y a pas de « voie royale » ou de parcours linéaire pour les docteurs mais des dénominateurs communs : d'un côté, leurs trajectoires brillantes, et de l'autre, l'importance du réseau. À travers ces qualités, le doctorat devient professionnel dans le milieu de la défense où les lignes bougent.

La troisième table ronde a rassemblé des acteurs du secteur privé autour d'une discussion sur l'avenir des sciences humaines et sociales dans les entreprises, en particulier la recherche dans le domaine de la défense. Les invités étaient Bérénice KIMPE, de l'Association Bernard Gregory, Elena MORENKOVA, consultante, Arnaud GUÉRIN, fondateur de la start-up Earthcube, et François MATTENS, directeur de la communication et des affaires publiques du GICAT. Contrairement aux idées reçues sur la faible employabilité des chercheurs en sciences humaines, il est apparu que ces profils sont très attractifs. Les experts en géographie, en relations internationales, en économie, mais aussi des experts de zones régionales, sont très demandés. François MATTENS a souligné l'importance pour les docteurs d'être proactifs et de valoriser leurs compétences : logique d'autonomie, capacités de synthèse et d'adaptation, de gestion de projet, etc. Leurs profils « atypiques » sont recherchés pour différentes capacités de *soft skills*, telles que le management interculturel. L'innovation est un facteur crucial, et il est essentiel pour un docteur de se construire une identité de « profil SHS (Sciences humaines et sociales) innovant ».

La quatrième table ronde a accueilli des invités issus de l'enseignement supérieur et de la recherche publique, une voie considérée comme plus « classique » pour les doctorants mais qui nécessite également d'être discutée. Les intervenants, Delphine DESCHAUX-DUTARD de l'Université de Grenoble, Hugo MEIJER du CERI-CNRS, Samuel FAURE de l'IEP de Saint-Germain-en-Laye, et Philippe VIAL de l'Université Paris 1, ont échangé leurs points de vue dans un panel modéré par Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM. Les invités ont formulé des recommandations aux jeunes doctorants concernant le monde universitaire, toujours très concurrentiel. L'importance des postes d'ATER, de l'internationalisation ou encore du calibrage de la thèse a été soulignée. Le milieu académique français est marqué par une prépondérance de l'affiliation disciplinaire, un point à prendre en compte. Hugo MEIJER a évoqué les différences fondamentales et souvent informelles entre les milieux académiques français et étrangers. Les atouts de séjour de recherche à l'étranger ont été néanmoins affirmés, en particulier dans le domaine des *war studies*, fondamentalement interdisciplinaire.

Maïlys PÈNE
Assistante de recherche

17-18 octobre : Colloque international « Les États-Unis : une puissance en transition ? L'Amérique de TRUMP et les enjeux stratégiques américains pour 2020 ».



Au sein de l'École militaire, en amphithéâtre Des Vallières, s'est tenu un colloque international organisé par l'IRSEM, la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal, le German Marshall Fund, l'Université Paris-Diderot, Paris Nanterre et l'IEP de Lyon, sur l'Amérique de TRUMP et les enjeux stratégiques américains pour 2020. Réunissant 35 intervenants français et étrangers issus du monde académique, institutionnel, et des think tanks pendant deux journées de conférences, ce colloque se proposait de mettre en lumière et de questionner les répercussions des élections américaines des *midterms* sur les grands enjeux stratégiques. Ce fut l'occasion d'entendre l'analyse de spécialistes des États-Unis sur des questions telles que les divisions partisans, le multilatéralisme, les alliances ou encore le retour de la compétition de puissance et les guerres d'influence lors de différents panels, au prisme de la transition de puissance.

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

23 octobre : Visite du Sea Power Center.



Le CV Sean ANDREWS, Commandant du Sea Power Center, un centre de recherche dépendant de l'État-Major de la Marine royale australienne situé à Canberra ayant pour objet de contribuer au rayonnement de la réflexion sur les questions maritimes a été reçu à l'IRSEM le 23 octobre. Présent à Paris à l'occasion du Salon EuronaVal, le commandant ANDREWS souhaitait identifier des partenaires potentiels dans l'idée de donner un prolongement aux nombreuses initiatives en cours de développement entre la France et l'Australie dans le domaine de la sécurité maritime. Les échanges ont notamment porté sur la construction et la réémergence de visions concurrentes de l'Indo-pacifique et sa signification. La proposition d'échanges réguliers entre le Sea Power Centre et l'IRSEM a été évoquée, accueil de *visiting fellows*, rédaction conjointes de *Policy papers*.

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheur Asie du Nord

23 octobre : 2^e édition du Campus École militaire.



Le 23 octobre dernier s'est tenue la 2^e édition de la rencontre « Campus École militaire » (initialement nommée « Café de l'École militaire »), un événement destiné à développer les relations avec les journalistes, à promouvoir les actualités des différents organismes parties prenantes à cette initiative et à favoriser la communication en interne.

Outre l'IRSEM, cette session a permis d'exposer les actualités du CREOGN, de l'École de Guerre, de l'IHEDN, de l'INHESJ, de la *Revue de défense nationale* et de la revue *Inflexions* de l'armée de Terre. Étaient également représentés dans l'audience, le CERPA, le CESH et le service communication de l'entité de soutien de l'École militaire (GSBDD).

Nous remercions les participants pour leur intérêt et la diversité des actualités qui ont pu être évoquées. Dès à présent, *save the date* : la prochaine édition de ce « Campus École militaire » se tiendra le 23 janvier 2019.

Pour toute information relative à ce sujet : contact@irsem.fr.

Hélène ROLET
Chargée de communication

24 octobre : Présentation de l'IRSEM à l'IEP de Saint-Germain-en-Laye.



Le 24 octobre dernier, le directeur scientifique de l'IRSEM Jean-Vincent HOLEINDRE s'est rendu sur le campus de l'IEP de Saint-Germain-en-Laye afin d'y présenter l'IRSEM. Il était invité par le professeur Samuel FAURE et accompagné de Claire BORDES, responsable recherche stratégique à la DGRIS. Ils ont échangé avec les étudiants de Master 1 et 2 sur les perspectives d'emploi offertes par le ministère des Armées. Après une brève mise en contexte et une description succincte du rôle de l'IRSEM, le professeur HOLEINDRE s'est attardé sur les publications susceptibles d'intéresser les étudiants ainsi que sur les différentes pistes pour intégrer les équipes de l'IRSEM. Les contrats CAJ, stages sous convention et apprentissages sont autant de voies ouvertes qu'il les a engagés à explorer. Pour ceux qui envisagent un doctorat, les financements doctoraux octroyés par la DGRIS sont aussi une possibilité.

Claire BORDES a présenté ces financements lors de son intervention où l'accent a été mis sur le dispositif Pacte Enseignement supérieur. Elle a invité les étudiants à être proactifs dans leur recherche de stage dans la mesure où les offres ne sont actuellement pas assez mises en avant alors qu'elles sont nombreuses. Elle est revenue sur sa propre expérience professionnelle et a expliqué que le ministère des Armées investit les jeunes de grandes responsabilités dans le cadre de leur stage. Elle a précisé enfin que, contrairement aux idées reçues, la Défense est un milieu particulièrement accueillant pour toutes et tous et qu'il existe des dispositifs permettant de mieux connaître nos armées, telles les préparations militaires supérieures par exemple.

Jules VILLA
Assistant de recherche

25 octobre : Forum Economie de Défense et des conflits (EcoD&C), à l'ENSTA ParisTech.

Le forum EcoD&C a été l'occasion de mettre en avant les sujets communs aux mondes académique et opérationnel dans un contexte de bouleversement stratégique : exportations d'armes, liens entre ressources naturelles et conflits, évolutions du marché de la défense et les nouvelles formes de terrorisme. Pour chaque thématique, un intervenant issu du monde universitaire et un intervenant « opérationnel » (issu du MINARM, d'industries de défense ou d'institutions internationales) ont apporté leur vision. Des débats constructifs et animés ont jalonné cette journée d'étude.

Le forum EcoD&C a été organisé conjointement par l'IRSEM et par l'Unité d'économie appliquée de l'ENSTA ParisTech, avec le soutien de la DGA.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

26 octobre : Présentation de Mathieu COUTTENIER dans le séminaire « Conflits et économie de défense ».

Mathieu COUTTENIER (ENS Lyon) a présenté un travail de recherche intitulé « Fertile ground for conflict ». Ce travail a été réalisé en collaboration avec Nicolas BERMAN et Raphaël SOUBEYRAN et traite de la manière dont la fertilité des sols affectent les conflits armés civils. L'étude couvre les pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1997-2013 et propose une analyse spatiale fine (0.5 x 0.5 degrés de latitude et de longitude). L'un des résultats principaux est que les inégalités d'accès constituent une menace sérieuse pour la paix à l'échelle locale. La discussion a été réalisée par Oliver VANDEN EYNDE (Paris School of Economics) et a été suivie par un dialogue avec le public présent.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

26 octobre 2018 : Débat sur la vision russe du monde.

Céline MARANGÉ a animé un débat sur la vision russe du monde à l'École militaire. Claude BLANCHEMAISON, ancien ambassadeur de France à Moscou, et Andreï GRATCHEV, ancien conseiller et dernier porte-parole de Mikhaïl GORBATCHEV, étaient conviés à s'exprimer sur les malentendus des années 1990, sur les orientations de la politique étrangère russe actuelle et sur les conditions

du renouvellement des relations de l'Union européenne avec la Russie. Ce séminaire est venu clôturer la semaine dédiée à Russie au sein de l'École de guerre – terre.

Céline MARANGÉ
Chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Flavien BOURRAT

- Article : « La reprise en main des services de sécurité algériens : rupture ou réajustement ? », *Moyen-Orient*, n° 40, consacré à l'Algérie, Areion group, octobre-décembre 2018, p. 24-27.

- Intervention : « Les enjeux de la crise actuelle dans le monde arabe », enseignement militaire de 2^e degré Armement, 10 octobre 2018.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation 68^e session du CHEM, « L'arme nucléaire au XXI^e siècle », 22 octobre 2018.

- Débat « Le TIAN, bonne ou mauvaise idée », ICAN Académie, 12 octobre 2018.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Publication : *L'Arabie saoudite en 100 questions*, édition actualisée, Tallandier, « Texto », 2018, 345 p.

- Publication : « L'Arabie saoudite : la nation selon Mohammed Bin Salman : Entre relégation du religieux et pouvoir Sultanique », chapitre 4 in *L'Essor des nationalismes religieux*, Olivier DA LAGE (dir.), Demopolis, p. 71-87, 2018.



François DELERUE

- Nomination comme rapporteur pour le droit international du projet de recherche « [EU Cyber Direct](#) » financé par la Commission européenne.

- Participation à la « EU-India Cyber Consultations », New Delhi, Inde,

3 octobre 2018.

- Intervention dans le cadre d'une table ronde sur « Beyond the Public Core: Protecting Software », [Conférence CyFy](#), New Delhi, Inde, 4 octobre 2018.

- Intervention dans le cadre d'une table ronde sur la cyber-diplomatie de l'Union européenne, National Law University, New Delhi, Inde, 4 octobre 2018.

- Intervention dans le cadre d'une table ronde sur les nouveaux terrains de conflictualité, colloque international « [Les États-Unis : une puissance en transition?](#) », IRSEM, 18 octobre 2018.

- Participation au Kinross House Meeting portant sur « Standing Up For Peace In The Information Age », Edimburg, Royaume-Uni, 25-26 octobre 2018.



Juliette GENEVAZ

- Organisation du séminaire « Chine » autour de Thierry PAIRAULT intitulé « L'Afrique et la Chine : compte de faits et routes de la soie », 28 septembre 2018.

- Modération d'une table ronde autour de Mathieu DUCHÂTEL et Wang SUOLAO sur le thème de la militarisation du contre-terrorisme chinois, European Council of Foreign Relations, 23 octobre 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Publication : « Marshall Sahlins : la culture sans le culturalisme » (avec Sylvie STRUDEL), in Guillaume DEVIN et Michel HASTINGS, *Dix concepts d'anthropologie en science politique*, CNRS éditions, 2018.

- Intervention au colloque de lancement du Réseau européen de War Studies, Université du Danemark du Sud, Odense, 4 et 5 octobre 2018.

- Ouverture du colloque international de l'IRSEM, « Les États-Unis et la transition de puissance », 17 octobre 2018.

- Participation au documentaire *Raymond ARON, les chemins de la liberté* diffusé sur Public Sénat, 20 octobre 2018.

- Présentation de l'IRSEM à l'IEP Saint Germain dans le cadre du cours de Samuel FAURE, 24 octobre 2018.

- Ouverture de la présentation de l'ouvrage *Guerres et conflits armés au XXI^e siècle*, (Presses de Sciences Po, 2018), 25 octobre 2018.

- Restitution du rapport de l'AFSP sur l'internationalisation de la science politique française, 25 octobre 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article « [The Responsibility Not To Veto : A Genealogy](#) », *Global Governance : A Review of Multilateralism and International Organizations*, 24:3, 2018, p. 331-349.

- Article « [Un monde en mutation](#) », *Le Casoar (revue trimestrielle de La Saint-Cyrienne)*, n° 231, octobre 2018, p. 15-16.

- Conférence « A French Perspective on Fighting Information Manipulation », Institute for Defence Studies and Analyses, New Delhi, INDE, 30 octobre 2018.

- Présentation du rapport CAPS-IRSEM sur les manipulations de l'information, Université Galatasaray, chaire Senghor de la Francophonie et club de droit international et de diplomatie, Istanbul, TURQUIE, 19 octobre 2018.

- Panel « Formula of Peace for Ukraine », 10th National Expert Forum organized by the Gorshenin Institute, Odessa, UKRAINE, 18 octobre 2018.

- Conférence « La guerre à distance : drones armés et armes autonomes », La maison du Barreau, Paris, FRANCE, 10 octobre 2018.

- Conférence « La guerre à distance : drones armés et armes autonomes », Forum universitaire, amphithéâtre de l'Espace Landowski, Boulogne-Billancourt, FRANCE, 8 octobre 2018.



Édouard JOLLY

- Conférence « Automatisation et autonomie : IA et innovations dans l'armement », séminaire « Imaginaires technologiques » de la chaire Éthique, technologique et transhumanisme de l'Université Catholique de Lille, 3 octobre 2018.

- Table ronde AEGES « La fiction influence-t-elle la réalité », festival de cinéma « War On Screen », Châlons-en-Champagne, 4 octobre 2018.



Angélique PALLE

- Publication : Emmanuel HACHE, Angélique PALLE, « [Renewable energy source integration into power networks, research trends and policy implications: A bibliometric and research actors survey analysis](#) », *Energy Policy*, vol. 124, 2019, p. 23-35.

- Panel radio : [Les nouvelles routes de la soie](#), RFI, *Géopolitique, le débat*, Marie France CHATIN, 30 octobre 2018.



Marianne PÉRON-DOISE

- Présentation d'un papier « La réémergence de l'Indo-Pacifique et le renouveau des relations intercoréennes face à l'anti-diplomatie de Donald TRUMP en Asie », séminaire conjoint IRSEM-ECFR-CERI sur le thème « Amis, alliés, partenaires : le club des démocraties

face à Donald TRUMP », CERI Sciences-po, 9 octobre 2018.

- Participation au panel « Chine, États-Unis », colloque de l'IRSEM « Les États-Unis, une puissance en transition », 9 octobre 2018.

- Organisation avec Maud QUESSARD de la visite du directeur du Sea Power center de Canberra (Australie), IRSEM, 23 octobre 2018.



Antoine PIETRI

- Remise du prix de thèse « Économie de défense 2017 », Observatoire Économique de la défense, 5 octobre 2018.

- Présentation : « Enemies with benefits : On the rationale of trading arms with an enemy », avec J. MALIZARD, Atelier d'Économie Politique, Université Paris 13, 16 octobre 2018.

- Publication : « [How does size matter for military success? Evidence from virtual worlds](#) », avec C. D. MILDENBERGER, *Journal of Economic Behavior & Organization*, n° 154, 2018, p. 137-155.



Maud QUSSARD

- Organisation du colloque « Les États-Unis, ue puissance en transition ? L'Amérique de TRUMP et les enjeux stratégiques américains pour 2020 », École militaire, 17 et 18 octobre 2018.



Benoit RADEMACHER

- Intervention : Propos introductifs du Forum Économie de défense et des conflits, 25 octobre 2018.



Pierre RAZOUX

- Interview vidéo sur « FITNA – Simulation stratégique des conflits actuels au Moyen-Orient » et l'atelier wargaming de l'IRSEM dans le cadre d'une émission « Alinéa » mise en ligne fin septembre 2018, [sur le site télévisé trictrac.net](http://sur_le_site_télévisé_trictrac.net).

- Conférence sur « Les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient : impacts pour la France », Centre des hautes études militaires (CHEM), 26 septembre 2018.

- Animation de l'atelier « FITNA – Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM, 27 septembre 2018.

- Présentation du wargame FITNA et de l'atelier wargaming de l'IRSEM à l'open de Paris des jeux d'histoire et de simulation stratégique, 29-30 septembre 2018.

- Animation d'un atelier wargaming stratégique centré sur le Levant au profit du Centre des hautes études militaires (CHEM), 1^{er}-2 octobre 2018.

- Conférence à HEC-Paris Saclay sur « L'évolution du paysage géopolitique mondial : quelques clés pour comprendre », 8 octobre 2018.

- Conférence à l'École de guerre sur « L'Iran dans son environnement régional », 9 octobre 2018.

- Participation au Conseil scientifique de l'IRSEM, 10 octobre 2018.

- Conférence à l'IHEDN Bourgogne sur « Où va l'Iran ? », Dijon, 11 octobre 2018.

- Animation de la table ronde sur « Les États-Unis au Moyen-Orient » dans le cadre du colloque international sur les États-Unis avant les élections de mi-mandat, organisé par Maud QUSSARD, École militaire, 17-18 octobre 2018.

- Participation au débat organisé par la Fondation Friedrich-Ebert sur l'évolution des politiques européennes à l'égard des foyers de crise, Paris, 23 octobre 2018.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Co-direction avec Eric FRÉCON (Asia Centre) et co-rédaction du numéro spécial Asie du Sud-Est de la revue *Monde Chinois, nouvelle Asie*.

- « La Chine et l'Asie du Sud-Est. Vers un nouvel ordre régional ? », *Monde Chinois, nouvelle Asie*, dirigé par Benoît de TRÉGLODÉ et Eric FRÉCON (Asia Centre), Éditions Eska, n° 54-55, 2018/2-3, 148 p.

- Invité de l'émission « Les enjeux internationaux », *France culture*, 23 octobre 2018.



Denis TULL

- Organisation et modération du séminaire « Corne de l'Afrique : nouvelle zone d'influence e l'axe saoudo-émirati. Incidences et perspectives régionales », 5 octobre 2018.

- Intervention « La coopération militaire au Mali », DGRIS, 9 octobre 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Carl D. MILDENBERGER et Antoine PIETRI, « [How does size matter for military success? Evidence from virtual worlds](#) », *Journal of Economic Behavior & Organization*, n° 154, 2018, p. 137-155.

Dans cet article les auteurs proposent une nouvelle méthode pour appréhender la probabilité de victoire sur un champ de bataille en recourant au monde virtuel pour pallier le manque de fiabilité des données historiques (données manquantes, biais liés à l'interprétation de l'historien, phénomène du « vainqueur écrit l'Histoire »). Cet article mobilise des données issues de près de 20 000 batailles virtuelles dans EVE Online — un jeu vidéo en ligne massivement multi-joueurs. En effet, des travaux récents en psychologie montrent des liens entre les comportements des joueurs et leurs agissements réels. Ces données virtuelles offrent une granularité beaucoup plus fine que les données historiques permettant d'étudier les déterminants d'une victoire militaire. L'étude empirique suggère que le meilleur prédicteur de la probabilité de victoire est la différence relative des forces en présence (et non la différence absolue, ni le ratio). Cela contribue directement au débat sur la manière la plus adaptée de modéliser un conflit en économie et pourrait être adapté à l'étude des RAPFOR.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

QUESTIONS RÉGIONALES SUD

Cobus VON STADEN, Chris ALDEN, Yu-Shan WU, [In the Driver's Seat ? African Agency and Chinese Power at FOCAC, The AU and the BRI](#), Johannesburg : South African Institute of International Affairs, septembre 2017, 30 p.

Si le partenariat entre l'Afrique et la Chine a incontestablement conduit à une augmentation du commerce et de l'investissement au cours des deux dernières décennies, beaucoup d'observateurs africains restent préoccupés par l'asymétrie de ces relations. Les appels en faveur d'un renforcement du pouvoir de décision africain dans les interactions avec la Chine sont courants dans l'espace sino-africain.

Cet article soutient que pour que l'Afrique puisse accroître son *agency* — c'est-à-dire sa capacité à prendre des décisions indépendantes et à renforcer son pouvoir de négociation — le continent doit d'abord identifier la nature de ses propres intérêts dans sa relation avec la Chine. Que signifie *agency* dans cette relation et comment l'Afrique peut-elle améliorer sa position de négociation par rapport à la Chine ? Cet article explore ces questions en réfléchissant à la manière dont « l'agence » africaine a été conceptualisée dans le passé, et en comparant ces idées « d'agence » avec deux études de cas du monde réel : les relations de la Chine avec l'Union africaine, et les relations de l'Afrique avec l'Initiative ceinture et route (*Belt and Road Initiative*) de la Chine.

Denis TULL
Chercheur Afrique de l'Ouest

QUESTIONS RÉGIONALES NORD

Robert R. ARNOLD, Jr., « [Curtail, Cooperate, or Compel in the South China Sea ?](#) », in David LAI, John F. TROXELL et Frederick J. GELLERT, *Avoiding the Trap: U.S. Strategy and Policy for Competing in the Asia-Pacific Beyond the Rebalance*, Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, United States Army War College Press, Carlisle Barracks, PA, 2018.

Les États-Unis et la Chine sont en conflit direct sur les actions de chacun en mer de Chine du Sud et l'interprétation américaine de la liberté de navigation est le point le plus contentieux pour la Chine. Aussi, les États-Unis s'inquiètent de la possible volonté chinoise de restreindre la liberté commerciale de navigation dans le futur malgré les conséquences négatives que cela pourrait avoir sur la Chine comme sur les États-Unis. Pour l'auteur, trois alternatives s'offrent alors à l'administration américaine en termes de choix de politique étrangère : réduire (*curtail*), coopérer (*cooperate*) ou contraindre (*compel*).

La première alternative consisterait à arrêter les *Freedom of navigation operations* (FONOPS) mais à maintenir une présence militaire dans la région. Cela permettrait d'augmenter les engagements diplomatiques et économiques avec la Chine. Arrêter les FONOPS permettrait également aux États-Unis de gagner en flexibilité dans l'utilisation de leur puissance économique pour se concentrer sur d'autres priorités en Asie-Pacifique ou ailleurs (Corée du Nord, État islamique, Russie, dissuasion en Europe, Iran). Se concentrer sur les aspects diplomatiques et économiques de la relation avec la Chine améliorerait sans doute

celle-ci, estiment les rédacteurs du rapport. Cependant, le risque lié à cette option réside dans le fait que les États-Unis pourraient paraître faibles et que cela constituerait un message négatif envers les alliés et les adversaires. Aussi, les seuls volets diplomatiques et économiques ne sont pas forcément suffisants pour influencer Pékin et faire qu'elle cesse ses actions agressives en mer de Chine.

L'option de la coopération, mise en œuvre à travers tous les instruments de puissance nationale, consisterait à communiquer pour souligner les bénéfices mutuels pour les deux États. Il s'agirait de réitérer le respect et l'affinité des deux peuples, d'utiliser la diaspora chinoise et la culture pop chez les jeunes Chinois. La coopération militaire dans les domaines de l'antiterrorisme, du contreterrorisme, de l'antipiraterie, de l'assistance humanitaire post-désastre (HADR), de la sécurité de la navigation maritime et de la recherche et du sauvetage serait le point de départ des efforts. Dans ce cas, les militaires américains auraient vocation à effectuer davantage d'actions de diplomatie. De plus, afin de faciliter la relation entre la Chine et l'ASEAN à propos du code de conduite, les États-Unis devraient ratifier la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) afin de montrer l'exemple. Toutefois, le risque inhérent à cette alternative serait ici l'absence de compréhension de cette politique de la part du gouvernement chinois, du Congrès et du peuple américain. Aussi, le risque est grand que la Chine perçoive ces mesures comme une tentative de la contenir. Enfin, il est possible que la Chine accepte dans un premier temps de coopérer mais dans le seul but de construire sa puissance et de défier les États-Unis lorsqu'elle sera plus forte.

La troisième et dernière option, celle de la contrainte, repose sur davantage d'actions coercitives prise à l'encontre de la Chine. Dans ce cas, les États-Unis châtieraient fréquemment et publiquement la Chine pour le harcèlement de ses voisins plus faibles et pour refuser l'arbitrage de la Cour permanente d'arbitrage. Diplomatiquement, il s'agirait de concentrer les efforts sur l'isolement de la Chine en construisant des coalitions internationales afin de poursuivre des actions économiques et militaires si nécessaires. Économiquement, il s'agirait de diriger et imposer des sanctions économiques multilatérales à la Chine pour affaiblir sa puissance financière. Cela aurait pour conséquence de limiter sa capacité à équiper ses forces militaires avec du matériel avancé. Sur le plan militaire, la présence américaine et celle de ses alliés dans la zone devrait être accrue avec les États-Unis à la tête d'une coalition multinationale pour patrouiller en mer de Chine. Dans ce cas et pour maintenir leur légitimité, les États-Unis ratifieraient la CNUDM. L'intérêt de cette option

réside dans l'affichage d'un très fort leadership américain et d'un soutien international. Cette option s'avère toutefois aussi hautement risquée car elle pourrait conduire à un conflit armé avec la Chine et être vue comme un défi à la souveraineté étatique et territoriale chinoise, qu'elle considère comme des intérêts vitaux. Cela pourrait pousser les États-Unis dans le piège de Thucydide et avoir des conséquences économiques très défavorables. De plus, si une guerre devait avoir lieu, elle ne serait pas soutenue par le Congrès ni par le peuple américain, estime l'auteur.

Ce dernier juge que l'option de la coopération, bien qu'à contre-courant des vues *mainstream* américaines et impopulaire chez les décideurs américains, doit être adoptée. Une base de coopération a déjà été posée grâce aux interactions économiques et à la participation chinoise dans les exercices militaires. Cela inclura la Chine dans un processus où elle est un acteur volontaire et égal. Pékin veut s'impliquer davantage dans le monde, pourquoi ne pas la laisser faire ? Il sera plus facile d'influencer la Chine par l'exemple que par la coercition ou à travers un conflit militaire. Travailler ensemble avec la Chine augmenterait le standing américain sur la scène internationale et permettrait d'accroître le respect de son leadership et sa légitimité globale. Bien qu'elle semble difficile à faire accepter à l'administration TRUMP, cette option est pourtant davantage réalisable que sous les administrations précédentes. Le président TRUMP a en effet montré sa capacité à considérer des méthodes et des façons de penser non conventionnelles. Les États-Unis n'auraient rien à perdre mais tout à gagner en poursuivant l'option de la coopération avec la Chine.

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

Ryan M. FINN et David B. MOORE, « A New U.S. Indo-Asia-Pacific Security Strategy », in David LAI, John F. TROXELL et Frederick J. GELLERT, *Avoiding the Trap: U.S. Strategy and Policy for Competing in the Asia-Pacific Beyond the Rebalance*, Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, United States Army War College Press, Carlisle Barracks, PA, 2018.

Les pays de la région Indo-Asie-Pacifique ont tous des degrés de dépendance envers la Chine et quand celle-ci est couplée avec un écart de plus en plus grand en termes de capacités militaires, la possibilité pour ces pays à s'opposer à l'agressivité chinoise est diminuée. La Chine utilise cette situation comme levier dans ses accords économiques et de sécurité avec les pays de la région pour faire en sorte qu'il leur soit plus difficile de contrebalancer sa puissance en étant partenaire des États-Unis. L'instru-

ment militaire n'a pas été capable de dissuader la Chine de poursuivre la revendication de sa ligne en 9 traits (désormais 10) ou au-delà de la seconde chaîne d'îles. Il y aurait donc une réelle volonté chinoise de devenir l'*hegemon* régional, bien qu'elle prétende avoir des intentions de prospérité pacifique. De plus, quatre des « 4+1 threats », la Chine, la Corée du Nord, la Russie et les organisations extrémistes violentes, sont présentes en Asie-Pacifique.

Dans ce contexte, les auteurs estiment que les forces américaines sont d'une taille et d'une composition adéquates pour faire face à ces défis actuels. En revanche, la qualité des forces va compter de plus en plus. Les États-Unis devraient élaborer une politique nationale et une stratégie militaire commune pour répondre aux acteurs de l'Indo-Asie-Pacifique qui ne se conforment pas à l'ordre mondial accepté ou bien être prêts à accepter l'érosion de l'ordre mondial existant et la place prépondérante qu'ils y occupent. Les rédacteurs du rapport considèrent qu'il manque aux États-Unis une vision commune sur la manière de s'engager sous la ligne de conflit ou dans la « zone grise ». Afin d'y remédier, il s'agirait selon eux de : maintenir une marge technologique insurmontable sur les potentiels compétiteurs, avec un avantage qualitatif plutôt que quantitatif et concentré sur le TMM (*trans-regional, multi-domain and multifunctional*) "*threat of the future*"; inviter les alliés et partenaires régionaux, la Chine incluse, dans une architecture de sécurité élargie et régulièrement exercer et démontrer leur avantage qualitatif aux alliés et compétiteurs ; développer et mettre en place des réponses à l'utilisation par la Chine de stratégies de zone grise ; clairement déterminer où se situent les « lignes rouges » et démontrer la volonté et la capacité de les imposer ; accroître les *Freedom of navigation operations* (FONOPS) inopinées dans le respect des règles du droit international.

Pour mettre en œuvre ces mesures, les États-Unis auraient besoin d'envisager une stratégie commune, à l'heure où ils continuent de redistribuer des forces militaires dans le Pacifique Sud, qui imposera de multiples dilemmes stratégiques aux efforts chinois d'*Anti-Access/Area-Denial* (A2/AD). Cette nouvelle stratégie reposerait sur une allocation de 60 % des forces navales et aériennes dans la région Pacifique d'ici 2020 (au lieu de 60 % des seules forces navales, dans la prévision de 2012 pour 2024), avec 6 des 10 porte-avions dans le Pacifique et le passage de 150 à 180 navires dans la région. Estimant que les leaders chinois revoient probablement leur perception des États-Unis lorsque les intentions de Washington vont clairement de pair avec ses capacités, les auteurs suggèrent de combiner la dissuasion créée par le fossé qualitatif avec la

Chine avec des actions immédiates et de produire rapidement les technologies à utiliser sur le terrain, que la Chine ne peut pas immédiatement contrer. Il s'agit notamment des *unmanned underwater vehicle* (UUV) ou des capacités sous-marines non létales (*non-lethal undersea capabilities*). Face à la Chine, une solution pourrait notamment résider dans les méthodes d'escalation non létale, comme l'utilisation d'émissions électromagnétiques dirigées ou d'ondes sonores, pour dissuader les chinois de patrouiller dans les eaux contestées. Les États-Unis devraient continuer de développer ces technologies pour un usage maritime et aérien dans la zone grise. Dans le même temps, les auteurs mettent en avant le *Code for Unplanned Encounters at Sea* (CUES) qui permet notamment de limiter les erreurs de calculs et les risques d'incidents en mer. Jugeant également que les solutions diplomatiques et économiques seraient plus coûteuses pour les États-Unis que pour la Chine, le rapport plaide en faveur de l'utilisation de ces capacités lors d'exercices avec les alliés et dans le cadre d'une augmentation des FONOPS. Ceci irait de pair avec la mise en place de rotations supplémentaires des forces américaines dans le Pacifique Sud, placées de manière stratégique et avec des supports logistiques pour soutenir une rapide agrégation ou désagrégation.

Enfin, l'aspect informationnel lié à une surconcentration américaine de moyens militaires dans la région devrait être synchronisé avec les instruments diplomatiques et économiques afin de les renforcer. Les alliés et partenaires des États-Unis devraient être inclus dans cette enveloppe de sécurité américaine sous forme d'architecture de sécurité collective dont la protection serait qualitativement et technologiquement supérieure pour longtemps.

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Marie de RUGY, *Aux confins des empires, cartes et constructions territoriales dans le nord de la péninsule indochinoise (1885-1914)*, Éditions de la Sorbonne, 2018, 312 p.

Tiré de sa thèse de doctorat, l'ouvrage de Marie de RUGY, agrégée d'histoire et chercheuse associée à Cambridge,

offre un regard croisé sur les pratiques cartographiques britanniques et françaises dans le nord de leurs possessions coloniales indochinoises (Birmanie, Laos et Tonkin).

S'appuyant sur un riche corpus de sources écrites, de cartes et de croquis d'époque, reproduits en couleur, l'auteur analyse les projets cartographiques coloniaux, de l'impulsion par les sociétés de géographie jusqu'aux relevés de terrain. Cette démarche permet de tempérer les idées reçues sur la géographie dans l'espace colonial. Loin d'être une « science de l'impérialisme », elle était tout autant animée par la curiosité scientifique que par l'intérêt politique, économique et militaire. La composante militaire est essentielle pour comprendre la cartographie coloniale car les topographes, souvent des officiers, se greffaient à des colonnes afin de procéder aux relevés en toute sécurité. De même, la cartographie représentait un espace de coopération entre la France et la Grande-Bretagne qui échangeaient leurs pratiques.

Par l'étude de la cartographie, Marie de RUGY permet d'éclairer toute une part de l'histoire coloniale, celle de l'arrivée des Européens dans des territoires nouvellement conquis. La volonté de dresser des cartes du nord de la péninsule indochinoise répond au manque de connaissances des colonisateurs. L'analyse met également en lumière la structuration de l'administration coloniale, que cela soit par la création des instituts de géographie en Birmanie et au Tonkin, que par la structuration et l'aménagement du territoire autour de nouvelles routes et divisions administratives.

La carte a aussi permis aux puissances coloniales de déployer leur stratégie d'influence sur les espaces encore indépendants. C'est ainsi le cas dans le royaume du Siam (actuelle Thaïlande). Formé en 1875 sur ordre du roi, le service cartographique siamois est entièrement encadré par des officiers topographes britanniques et français qui y exportent leur savoir-faire.

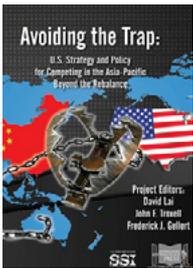
L'ouvrage de Marie de RUGY se démarque par son analyse du rapport des Européens aux populations et aux savoirs colonisés. N'ayant aucune connaissance des territoires qu'ils venaient de conquérir, les Britanniques et les Français se sont appuyés sur les cartes précoloniales birmanes ou vietnamiennes, dont un certain nombre sont reproduites. Les colonisateurs ont pu combler leurs lacunes cartographiques et comprendre jusqu'où s'étendait leur contrôle. Les Européens reprenaient à leur compte les revendications territoriales des royaumes qu'ils avaient vaincus. Objet de souveraineté, les cartes asiatiques ont vu leur production disparaître avec la colonisation.

Comme l'indique l'auteur, la colonisation ne signifie pas rupture politique, ni même culturelle, avec l'ordre précolonial. Elle le prouve avec justesse dans son analyse de la délimitation des frontières entre l'Indochine, la Birmanie, le Siam et la Chine. Fixées par traité avant d'être tracées sur le terrain, ses frontières n'ont pas été arbitraires. Les populations locales étaient consultées afin de retrouver les tracés historiques et maintenir la paix dans les zones frontalières en satisfaisant leurs revendications. Bien que ce ne fût pas toujours le cas, il s'agissait d'une pratique courante tant chez les Britanniques que chez les Français.

Ainsi, l'auteur estompe l'idée selon laquelle les frontières étaient inconnues et artificielles pour les populations colonisées. Au contraire, les frontières avaient depuis longtemps une réalité spatiale et politique au nord du Tonkin. Depuis le X^e siècle, les Vietnamiens avaient mis en place et cartographié une véritable séparation avec la Chine. Les Français se sont alors appuyés sur cette culture précoloniale de la frontière pour négocier avec Pékin.

Aux confins des empires donne un angle nouveau aux études sur les marges en Asie du Sud-Est continentale. Partant de la carte comme objet d'étude, l'ouvrage éclaire tout un pan de l'histoire militaire, politique et scientifique de la colonisation. Il permet de remonter à la source de la hiérarchisation moderne qui existe entre marges et centre en Birmanie, au Laos et au Vietnam. La cartographie coloniale, et l'aménagement territorial qu'elle sous-tend, a renforcé ce phénomène préexistant dans la région et que l'on retrouve encore aujourd'hui.

Victor GERMAIN
Assistant de recherche



David LAI, John F. TROXELL et Frederick J. GELLERT, *Avoiding the Trap: U.S. Strategy and Policy for Competing in the Asia-Pacific Beyond the Rebalance*, Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, United States Army War College Press, Carlisle Barracks, PA, 2018.

La réflexion développée par les auteurs tout au long des quatorze chapitres qui composent le rapport s'articule autour de plusieurs questionnements : le président TRUMP va-t-il continuer la politique de l'administration précédente en changeant seulement de nom ? Si tel n'est pas le cas, quelle sera sa politique vers l'Asie-Pacifique ? Quels seront les nouveaux intérêts et priorités ? Le présent rapport de l'US War College annonce en introduction étudier la validité du rééquilibrage américain vers l'Asie-Pacifique, analyser les fins, trajectoires et moyens de la stratégie permettant d'atteindre les objectifs sécuritaires des États-Unis et de ses partenaires. Le rapport traite principalement de l'impact de la puissance grandissante de la Chine sur les objectifs des États-Unis et des États de l'Asie-Pacifique. Ce document développe enfin des recommandations quant à l'utilisation par les États-Unis de leur *soft power*, et liées à la Corée du Nord et du Sud, au Japon et aux Philippines.

Le point de départ de ce projet de recherche consiste à se demander si le rééquilibrage américain vers l'Asie-Pacifique était pertinent, puis si le processus a été correctement exécuté. À la première interrogation, les auteurs répondent indéniablement par la positive mais concèdent que la réponse à la seconde est moins certaine. Ceux-ci estiment que l'administration OBAMA a effectué une très bonne première phase mais n'a géré qu'une suite incertaine. Les États-Unis voulaient que la Chine s'accroisse pacifiquement et devienne un acteur responsable, or le rééquilibrage l'a conduite dans la direction opposée. Plusieurs raisons ont été pointées du doigt, telles que la perception par les États-Unis de la Chine comme une menace ou le refus de reconnaître que la politique du rééquilibrage était essentiellement tournée vers la Chine. Alors que l'enjeu majeur était la Chine, les États-Unis se sont concentrés sur l'obtention de soutien de la part des autres pays, sans forcément de succès. Le défi actuel pour l'administration américaine et les experts étant d'aller de l'avant, après ce rééquilibrage, la priorité serait à la construction d'une stratégie efficace. À cette fin, les rédacteurs du rapport postulent trois éléments constitutifs : *Strategic Goal* (assurer le leadership, la sécurité et la prospérité américains), *Strategic Task* (contenir l'essor de

la Chine à travers la compétition sans conflit) et *Strategic Vision* (l'économie en priorité, facilitée par la puissance militaire, tempérée par la diplomatie).

David LAI, John F. TROXELL et Frederick J. GELLERT introduisent dans le rapport la théorie de la transition de puissance mise en avant par Kenneth ORGANSKI qui considère que le compromis, l'arrangement, est une alternative au piège mortel de THUCYDIDE. Le rééquilibrage stratégique américain serait donc, à ce stade, un acte typique de la transition de puissance, tout comme les réponses chinoises. Le projet comprend alors quatre recommandations principales pour les États-Unis, qui sont : la création d'une stratégie Asie-Pacifique complète afin de guider l'ensemble des plans d'action du gouvernement américain ; l'augmentation de la puissance nationale à travers ses instruments pour s'assurer que les ressources et capacités existent pour remplir l'objectif stratégique (*Strategic Goal*) ; la création d'une initiative commerciale de partenariat post-trans-pacifique (*post-Trans-Pacific Partnership*) comme pierre angulaire de la dimension économique de la stratégie et la création et la conduite d'une nouvelle architecture sécuritaire régionale qui inclut la Chine tout en modernisant les actuelles alliances et partenariats.

Selon les auteurs, les États partenaires des États-Unis seraient soucieux du maintien d'un leadership américain dans la région pouvant contrer la puissance grandissante de la Chine. Et, loin de miser sur des mesures essentiellement militaires, les auteurs mettent surtout l'accent sur la mise en œuvre de mesures diplomatiques et économiques et considèrent que le succès sur le long-terme en Asie-Pacifique ne viendra que d'une coopération internationale efficace devant inclure la Chine. À cet égard, les États-Unis ne devraient donc pas contraindre l'essor responsable de la Chine mais contrôler cette montée en puissance tout en protégeant leurs intérêts nationaux et ceux de leurs partenaires. Enfin, assez critiques des choix effectués par l'administration TRUMP, les auteurs soulignent notamment les difficultés induites par les coupes budgétaires au Département d'État et à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) qui, par effet de compensation, augmentent les responsabilités dévolues aux militaires.

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

À VENIR

6 novembre : Séminaire Jeunes chercheurs à l'École militaire, amphithéâtre Suffren.

7 novembre : Céline MARANGÉ et MAUD QUESSARD organisent un séminaire intitulé « The Making of U.S. foreign policy toward Russia » en présence de Celeste WALLANDER qui dirige la U.S.-Russia Foundation à Washington après avoir été assistante spéciale du président OBAMA et directrice du département Russie-Eurasie du Conseil de sécurité nationale (2013-2017), ainsi que vice-Secrétaire d'État à la Défense en charge de la Russie, de l'Ukraine et de l'Eurasie (2009-2012). Celeste WALLANDER est invitée à s'exprimer sur l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis à l'égard de la Russie et sur les lignes de fractures au sein des élites politiques américaines concernant la Russie. Le colonel PELLISTRANDI, rédacteur en chef de la *Revue de Défense nationale*, se joindra à la discussion pour aborder les solutions envisagées aux États-Unis concernant la Syrie et les sanctions.

The Making of
US Foreign Policy toward Russia

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Séminaire
7 novembre 2018
14h00 - 16h00
École militaire
Inscription obligatoire

Celeste Wallander
U.S.-Russia
Foundation
à Washington

Organisé par
Céline MARANGÉ, Maud QUESSARD

8 novembre : Présentation de « Security in Northern Europe », ambassade de Norvège.

22-23 novembre : Journées d'études Alain CLÉMENT, « Les économistes et la Première guerre mondiale ». Ce colloque est organisé à l'École Militaire par le Laboratoire d'économie d'Orléans (LEO) et l'IRSEM, en partenariat avec l'association Charles Gide.

L'objectif de ces journées est de confronter et comparer le regard de différents économistes sur le premier conflit mondial, ses causes et ses conséquences économiques, des moyens de la financer, des moyens d'assurer la paix.

Ces journées seront organisées en la mémoire d'Alain CLÉMENT, professeur à l'Université de Tours et chercheur au Laboratoire d'Économie d'Orléans, qui avait initié, dans le cadre du séminaire de recherches PHILEO (séminaire philosophie, histoire et pensées économiques du Laboratoire d'économie d'Orléans), une série de conférences sur le thème.

Côté IRSEM, Jean-Vincent HOLEINDRE et Édouard JOLLY seront parmi les intervenants de cette journée.

Les inscriptions et le programme complet seront bientôt disponibles sur le site internet de l'IRSEM.

29 novembre : Dans le cadre de l'Observatoire de l'Asie du sud, la DGRIS, l'IRSEM et le programme Asie du sud (SAProg) du collectif de chercheurs Noria organisent un séminaire intitulé « Political Violence and Radical Militancy in South Asia ». La journée est organisée autour de quatre présentations mobilisant une approche relationnelle et processuelle pour aborder les dynamiques d'entrée en violence en Asie du sud. Discutés par des chercheurs basés en France et/ou travaillant sur des terrains français, ce détour par l'altérité vise à proposer un retour réflexif sur les dynamiques observables en Occident.